

En quelques Clics

Bulletin de veille documentaire

n° 162, 9 juillet 2015

Pour accéder aux documents, cliquer sur @

Au fil de la semaine...

Cohésion sociale

• Politiques sociales : les territoires à la manœuvre.

F. Soulage ; P. Jamet ; C. Avenel ; H. Gaymard et al.
Pouvoirs locaux, n°105 ; juin 2015. pp. 23-84.

Au sommaire de ce numéro : "Départements et politiques sociales : le statu quo apparaît difficilement soutenable" ; "Relever le défi de l'individualisation des politiques sociales" ; "Une nouvelle gouvernance territoriale des politiques sociales est-elle possible ?" ; "Métropolisation : quels impacts sur les politiques sociales ?" ; "La région, une chance pour les politiques sociales" ; "Le social, l'impensé de la réforme territoriale ?" (...).

• Rapport annuel de l'Observatoire de la laïcité 2014-2015.

Observatoire de la laïcité ; juin 2015. 362 p. @

L'Observatoire de la laïcité a adopté son deuxième rapport annuel depuis son installation par le Président de la République, le 8 avril 2013. Il retrace une année de travail : 357 pages d'auditions, d'avis et de recommandations, dans un contexte de « *crispation forte autour de la visibilité religieuse* ».

En complément sur le sujet, le dossier des *Cahiers français* (n° 387 ; juillet-août 2015. pp 73-82.) : « **Quelle conception de la laïcité en 2015 ?** », par Jean Baubérot et Catherine Kintzler.

La relation entre les régions et les métropoles dans la nouvelle organisation territoriale de la République.

Rapport à M. Lebranchu,
Ministre de la
Décentralisation et de la
Fonction publique
Pierre Cohen.
Juin 2015. 76 p.

"Le poids de l'atome, la place des territoires" ; "Le cadre législatif d'intervention des communautés en matière énergétique" ; "Paris Climat 2015 : les collectivités concernées" ; "Une stratégie énergétique comme fil rouge du projet de territoire" ; "Précarité énergétique : accompagner ménages et acteurs de l'habitat".

Développement économique

• L'insertion par l'activité économique en 2013. Stabilité de l'emploi.

Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares). 06/2015. @

En 2013, 127 600 salariés en insertion, répartis dans 3 800 structures conventionnées par l'État, ont travaillé dans une structure de l'insertion par l'activité économique (IAE), en moyenne chaque mois. Ce nombre est stable par rapport à l'année précédente.

• Quel potentiel d'emplois pour une économie circulaire ? Etude bibliographique.

Adrian Deboutière ; Laurent Georgeault.
Institut de l'économie circulaire ; 06/2015. 68 p. @

La raréfaction des matières premières et la dépendance de la France vis-à-vis d'approvisionnements extérieurs de plus en plus coûteux questionnent la capacité de résilience de notre économie. La transition vers une économie circulaire apparaît dès lors comme une nécessité permettant de renforcer l'économie française en optimisant son utilisation des ressources.

Développement durable

• Mobiliser les financements pour le climat. Une feuille de route pour financer une économie décarbonnée.

Pascal Canfin ; Alain Grandjean. Juin 2015. 18 p. @

Remis au Président de la République, ce rapport présente des pistes d'actions pour mobiliser davantage de financements publics et privés dans la lutte contre le changement climatique. Il conseille le Gouvernement sur la façon de faire avancer l'agenda des financements innovants dans les différentes instances internationales auxquelles il participe (G7, G20, FMI, OCDE...).

• Nourrir les territoires de demain : portrait des enjeux français. Rapport 2015 : systèmes alimentaires durables pour des régions urbaines.

M. Braine-Supkova ; A. Chanon ; A. Faucher et al.
International urban food network (IUFN-France) ; juillet 2015. 88 p. @

Se situant dans une acception plus large de la question urbaine, ce rapport s'intéresse aux défis liés à la durabilité des territoires français et plus particulièrement à un défi majeur, et cependant encore trop peu intégré dans leurs politiques de développement : l'alimentation durable pour tous. Un défi qui induit la gouvernance territoriale et transversale de l'alimentation comme clef du développement territorial.

• Climat, air, énergie : les territoires en transition.

Intercommunalités, n° 200 ; mai 2015. pp.10-22.

Le projet de loi de transition énergétique pour la croissance verte, en cours d'examen au Parlement, porte parmi ses objectifs un renforcement des compétences des collectivités en matière de politiques énergétiques et du climat. Au sommaire de ce dossier :

Enseignement - Recherche

• Etat de l'enseignement supérieur et de la recherche en France.

Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ; juin 2015. 124 p. @

Ventilé en 49 thématiques, cet ouvrage propose "un état des lieux annuel et chiffré du système français d'enseignement supérieur et de recherche", et "une mise en perspective de la situation française avec celle des leaders mondiaux" de ce secteur, poursuit le ministère.

• L'effort de recherche dans les régions.

Laurent Bisault ; Claire Kubrak.
Insee Première, n° 1559 ; juin 2015. 4 p. @

Dans le cadre de la stratégie « Europe 2020 », l'Union européenne s'est fixé pour objectif d'investir au moins 3 % du produit intérieur brut (PIB) dans la recherche et le développement. En 2012, la France est encore en deçà de cette cible (2,2 %). À l'échelle régionale, cependant, Midi-Pyrénées la dépasse largement (4,8 % du PIB régional) et l'Île-de-France l'atteint (3,0 %). La Franche-Comté et Rhône-Alpes en sont également très proches.

Environnement

• L'environnement, avec ou contre les inégalités sociales ?

Eloi Laurent ; Virginie Maréchal ; Dominique Dron et al.
Annales des mines, n° 79 ; juillet 2015. 112 p. @

Les relations entre inégalités sociales et environnementales peuvent s'examiner au moins de deux points de vue. D'une part, la

consommation des ressources environnementales, avec son cortège de pollutions et d'artificialisations, est souvent présentée comme la rançon de l'enrichissement d'une société. D'autre part, l'environnement est, en général, présenté comme source de conflits inter-acteurs. Mais son amélioration peut aussi aller de pair avec l'émergence de nouveaux liens sociaux et un renouveau économique.

Finances

• Rapport sur l'évolution de l'économie nationale et sur les orientations des finances publiques.

Ministère des Finances et des Comptes publics ; juin 2015. @

Ce rapport fixe les orientations de la politique budgétaire, avec pour objectif pour 2017, le retour du déficit public sous le seuil de 3% du produit intérieur brut (PIB). La trajectoire de finances publiques prévue par le Gouvernement repose sur une maîtrise sans précédent de la dépense et la mise en œuvre du plan d'économies de 50 Md€.

Tome 1 : rapport préparatoire au débat d'orientation des finances publiques. 40 p.

Tome 2 : missions, programmes, objectifs, indicateurs. 99 p.

• La situation et les perspectives des finances publiques.

Cour des comptes ; juin 2015. 229 p. @

Le présent rapport sur la situation et les perspectives des finances publiques est établi, comme chaque année, en application de l'article 58-3° de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF). Il englobe l'ensemble des administrations publiques dans une approche synthétique et traite de la situation des finances publiques à fin 2014 mais aussi de leurs perspectives pour les années 2015 et suivantes.

• Regard financier sur les petites villes.

APVF, La Banque postale ; juillet 2015. 12 p. @

Ce rapport étudie les finances communales selon trois axes : macroéconomique, avec des estimations pour 2014, microéconomique, avec l'analyse des disparités entre les petites villes, et prospectif, en donnant des indications sur l'évolution théorique de l'autofinancement des petites villes dans les prochaines années.

Grand Paris

• Les coopérations souples de projet. Un outil du Grand Paris de demain ?

Paris Métropole ; Apur ; IAU-Ile-de-France ; juin 2015. 52 p. @

Les coopérations souples de projet sont des formes de coopération faiblement institutionnalisées entre des collectivités locales ou des intercommunalités, impliquant éventuellement d'autres partenaires, articulées autour de projets de territoires ou d'aménagement. Au centre de cette étude, une question : les coopérations souples de projet peuvent-elles participer à réduire le risque d'un possible effet frontière entre la future métropole du Grand Paris et les territoires de la grande couronne ?

Habitat et Logement

• Politique du logement : faire sauter les verrous.

Institut Montaigne ; juillet 2015. 144 p. @

A l'image de nombreuses politiques dites d'intervention, la politique du logement, outre son coût, induit une prolifération réglementaire et une hausse de la fiscalité qui entravent le fonctionnement efficient du marché du logement qui doit faire face à des situations très disparates selon les territoires. Afin de faire évoluer cette situation, l'institut Montaigne a réuni un groupe d'experts afin d'élaborer 20 propositions sur la politique du logement en France.

• Diagnostic préalable à l'élaboration du schéma régional de l'habitat et de l'hébergement.

Fors-Recherche sociale ; IAU Ile-de-France ; juillet 2015. 166 p. @

Au sommaire : "Les Franciliens et leur logement". Rappel des grands constats : "Une offre de logements ne pouvant répondre aux besoins de tous les Franciliens" ; "Une offre d'accueil et d'accompagnement qui peine à répondre aux besoins des personnes défavorisées ou en situation d'exclusion" ; "Un accès au logement social facilité pour les publics prioritaires mais des disparités territoriales persistantes" ; "Les enjeux spécifiques aux quartiers de la politique de la ville".

• Les vulnérabilités résidentielles en questions.

N. Roudilc ; F. Bouillon ; A. Deboulet et al.

Métropolitiques ; juin 2015. @

Les effets de la crise du logement sur les plus pauvres sont l'objet de nombreux travaux en France et à l'étranger. À travers la notion de vulnérabilité résidentielle, ce dossier propose une approche critique des dynamiques de production de la fragilité sociale qui permet de penser le mal-logement sous l'angle des rapports de domination.

Indicateurs

• Au-delà du PIB, un tableau de bord pour la France.

V. Aussilloux ; J. Charrié ; M. Jeanneney ; D. Marguerit et al. France Stratégie, *Note d'analyse*, n° 32. juin 2015. 8 p. @

Après une large consultation d'experts, de la société civile et des citoyens, France Stratégie et le Cese proposent un tableau de bord d'indicateurs destinés à mieux mesurer l'état et le développement de notre pays, dans ses dimensions économiques, sociales et environnementales.

• PIB et bien-être en Europe.

P. Rallo ; M. Sicsic.

L'économie française : comptes et dossiers ; juin 2015. pp. 87-108. (Coll. Insee Références) @

Entre 1995 et 2007, le PIB par habitant a crû d'environ un tiers dans les pays européens. Après la crise, une majorité de pays affiche un PIB par habitant proche de celui de 2007. Les pays du Sud ont connu des baisses importantes tandis que l'Allemagne est un des rares pays à avoir dépassé le niveau de 2007. Cependant, ces évolutions des revenus économiques ne reflètent pas nécessairement celle du bien-être des ménages.

Jeunesse

• Reconnaître, valoriser, encourager l'engagement des jeunes.

B. Nabli ; M-C. Naves.

France Stratégie ; juin 2015. 82 p. @

Ce rapport présente 25 propositions pour favoriser l'engagement des jeunes dans la vie publique. Il s'appuie sur un ensemble de travaux de recherche, sur une série d'entretiens et d'auditions menés auprès d'associations représentatives et d'acteurs de la politique de la jeunesse.

Lutte contre les exclusions

• Le surendettement des ménages : enquête typologique. Analyse nationale et régionale.

Banque de France – Eurosysteme ; juillet 2015. 318 p. @

Cette enquête se présente sous la forme d'une étude qualitative du surendettement des ménages. Les enseignements dégagés dans ce cadre confirment que la typologie des ménages surendettés reste logiquement marquée par la fragilité des situations personnelles et professionnelles. Des inflexions sont toutefois observés dans certains domaines tels que la situation par rapport au logement ainsi que la répartition des ressources et de l'endettement.

Rural

• Zones rurales. Quelles recettes pour attirer les entreprises ?

Frédéric Ville.

La Gazette, n° 2277, 6 juillet 2015. pp. 24/26.

L'avenir de l'espace rural dépend de sa capacité à profiter d'un solde migratoire positif pour attirer les entreprises de façon pérenne. Inventivité, mutualisation et montée en puissance des services « développement économique », fiscalité, aménagement du territoire, rien ne doit être négligé.

• Précarités et marginalités en milieu rural.

M.Mialocq ; C. Hochedez ; E. Poirier et al.

Pour, n° 225, mai 2015. pp. 19/243.

Les espaces ruraux sont loin d'être épargnés par le phénomène de précarité. Certains de ces territoires sont des territoires de relégation au même titre que certains quartiers urbains. Simplement, le phénomène est plus diffus, moins sensationnel, souvent invisible. La précarité et la marginalité prennent en milieu rural, des visages, des formes spatiales et des dynamiques spécifiques et de ce fait, leur traitement appelle aussi des réponses spécifiques de la part des acteurs publics ou privés.

[En prêt à la Documentation](#)

Société

• Les Français et l'état des inégalités dans la société.

Fondation Jean Jaurès ; M. Chasles-Parot ; J. Fourquet.

Note de la Fondation Jean Jaurès, n° 275, 9 p. @

Cinq ans après une première enquête sur ce thème, les résultats de l'étude menée par l'Ifop pour la Fondation attestent du consensus de nos concitoyens autour de l'importance des inégalités qui traversent la société française.

Lire en complément les résultats de l'enquête @

• Cohabiter après le 7 janvier.

J. Donzelot ; M. Lussault ; O. Mongin ; P. Estèbe ; F. Bonnet ; et al.

Tous urbains, n° 10 ; juin 2015. 60 p.

Au sommaire : "Politique de la ville : pour la ville, enfin ?" (F. Bonnet) ; "On court, on court après la banlieue !" (J-P. Charbonneau) ; "Faire société en France ?" - "Développer le vivre-ensemble : qu'est-ce à dire ?" (J. Donzelot) ; "De la citoyenneté métropolitaine et diasporique" (C. Ghorra-Gobin) ; "En finir avec la mythologie territoriale française" (M. Lussault).

[En consultation à la Documentation](#)

Philippe Estèbe : "L'impossible réforme territoriale".

Urbain

• Empowering neighborhood revitalization. Lessons for France from three US cities.

Céline Gipoulon.

German Marshall Fund (GMF) ; juin 2015. 55 p. @

Ce rapport met l'accent sur la participation des organisations communautaires, des acteurs privés et des organisations à but non lucratif dans les stratégies de revitalisation. Dans un premier temps, l'auteure analyse les principaux défis actuels de la politique urbaine française. La deuxième partie fait état des différents processus observés dans trois quartiers aux Etats-Unis avec à une description détaillée des initiatives qui y sont menées. La dernière partie fait un bilan des caractéristiques communes qui contribuent au succès des exemples étudiés et explore les conditions de leur transférabilité en France.

Nous vous donnons rendez-vous début septembre pour le prochain numéro d' En quelques clics. En souhaitant un bel été à nos lecteurs !

Actualité législative et réglementaire

• Décret n° 2015-819 du 6 juillet 2015 relatif aux attributions déléguées à la secrétaire d'Etat chargée du commerce, de l'artisanat, de la consommation et de l'économie sociale et solidaire.

• Décret n° 2015-815 du 3 juillet 2015 relatif à la procédure d'attribution des contrats de revitalisation artisanale et commerciale.

• Décret n° 2015-811 du 2 juillet 2015 portant abrogation du décret n° 2013-549 du 26 juin 2013 relatif à l'expérimentation d'emplois francs.

• Décret n° 2015-792 du 29 juin 2015 relatif à l'autorité nationale pour les programmes de coopération territoriale européenne et le programme de coopération transfrontalière en matière de politique de voisinage pour la période 2014-2020.

• Décret n° 2015-783 du 29 juin 2015 relatif aux dates et aux modalités de transfert définitif des services ou parties de services de l'Etat qui participent aux missions de l'autorité de gestion des programmes européens financés au titre du fonds social européen ou du fonds européen de développement régional ou du fonds européen agricole pour le développement rural.

• Décret n° 2015-761 du 24 juin 2015 relatif au rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant les collectivités territoriales.

• Décret n° 2015-734 du 24 juin 2015 portant création d'un dispositif d'aide aux communes participant à l'effort de construction de logements.

• Circulaire n° 5798/SG du 23 juin 2015 relative au pilotage des opérateurs et autres organismes publics contrôlés par l'Etat.

• Circulaire n° DJEPVA/DIR/2015/219 du 22 juin 2015 relative à la mise en œuvre des mesures Jeunesse, Education populaire, Vie associative du Comité interministériel à l'Égalité et à la Citoyenneté du 6 mars 2015.

• [Lettre-circulaire] n° 5802/SG du 6 juillet 2015 relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement.

• Instruction du Gouvernement du 30 juin 2015 relative au renforcement de l'application des obligations pour les communes soumises à l'article L. 302-5 du CCH à l'issue du bilan de la quatrième période triennale 2011-2013 [Loi SRU].

• Instruction DGFP parue au BO-FPI du 1er juillet 2015 relative à la prorogation et l'aménagement du dispositif d'exonération d'impôt sur les bénéfices dans les zones franches urbaines (ZFU) - Territoires entrepreneurs (ZFU-TE).

• Avis [du Contrôleur général des lieux de privation de liberté] du 11 juin 2015 sur la prise en charge de la radicalisation islamiste en milieu carcéral [JO du 30 juin 2015].

• Note d'information du 23 juin 2015 relative aux compensations à verser en 2015 aux collectivités territoriales pour les exonérations relatives à la fiscalité locale décidées par l'Etat.

• Proposition de loi (Assemblée nationale) du 25 juin 2015 visant à garantir la présence équilibrée des services publics sur le territoire dans le cadre de la réforme territoriale.

• Proposition de loi (Sénat) du 18 juin 2015 visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale.

• Proposition de loi du 10 juin 2015 adoptée par l'Assemblée nationale instaurant une action de groupe en matière de lutte contre les discriminations.

• Question d'actualité au Gouvernement (QAG) n° 0536G (Sénat) relative aux conséquences de la fusion des régions pour les services de l'Etat.

• Question écrite (Assemblée nationale) n° 62859 [Rép. 26 juin 2015] relative aux performances de l'Anru et sur les conditions de l'accès aux financements de cette agence pour les collectivités territoriales.

• Question écrite (Assemblée nationale) n° 35267 [Rép. 26 juin 2015] relative au financement des associations de quartier.